

PAKISTAN

Des djihadistes d'Al Qaïda quittent le Pakistan pour la Syrie

Des djihadistes des zones tribales du Pakistan, un sanctuaire islamiste niché à la frontière de l'Afghanistan, ont commencé à migrer en Syrie pour combattre aux côtés des rebelles, un exode qui ne traduit toutefois pas un changement de cap pour les talibans locaux, selon des combattants.

Les zones tribales pakistanaïses, un repaire des talibans afghans, pakistanais et d'autres groupes liés à Al-Qaïda, sont considérées comme l'un des principaux centres de la mouvance djihadiste, ce qui leur vaut des tirs réguliers de drones américains.

Des combattants venus d'Occident, du monde arabe et d'Asie centrale, notamment d'Ouzbékistan, ont trouvé refuge dans cette tanière afin de mener la «guerre sainte» contre l'Otan en Afghanistan et le gouvernement pakistanais, accusé de servir les intérêts des Etats-Unis dans leur «guerre contre le terrorisme», voire pour se préparer à commettre des attentats à l'étranger.

Or récemment des combattants entraînés dans ces régions ont commencé à migrer vers la Syrie afin de combattre les forces toujours loyales au président Bachar al-Assad, accusé notamment de jouer le jeu de l'Iran.

«Je pars pour la Syrie dans quelques jours. Mais ma famille va toutefois rester ici (au Pakistan)», explique à l'AFP Ismail, un

combattant arabe établi dans les zones tribales et qui se réclame d'Al-Qaïda. «Nos moudjahidine ne vont pas uniquement en Syrie, mais aussi en Egypte et au Liban», clame cet homme rondouillard dans la mi-quarantaine, un chapeau circulaire blanc vissé sur le crâne.

«Nous avons établi depuis un mois et demi environ que des combattants du TTP (talibans pakistanais) quittaient le Pakistan pour la Syrie», explique à l'AFP Saifullah Khan Mahsud, directeur du Fata Research Center, un institut spécialisé dans les zones tribales pakistanaïses. «Ce sont avant tout des étrangers (principalement arabes, ndlr), mais il y a aussi quelques Pakistanais», précise-t-il.

Au cours des derniers jours, des commandants du TTP, un groupe islamiste armé en lutte ouverte contre les autorités pakistanaïses, ont revendiqué dans différents médias l'envoi d'une centaine de combattants pour aider leurs «frères syriens» dans leur combat contre le pouvoir de Damas.



Photo : DR

Interrogés par l'AFP, de hauts commandants du TTP ayant requis l'anonymat ont affirmé que des combattants avaient bien quitté le pays pour rejoindre la rébellion en Syrie, mais nié qu'il s'agisse là d'une directive talibane, ou d'une stratégie d'«internationalisation» de ce mouvement qui concentre son combat au Pakistan.

«Nous soutenons la cause des moudjahidine en Syrie, mais nous avons déjà énormément de travail comme ça au Pakistan et en Afghanistan.

Nous sommes déjà en lutte contre l'armée pakistanaïse, et le grand Satan (les Etats-Unis, ndlr)

qui (...) attaque des innocents en Afghanistan, alors Bachar al-Assad n'est pas notre priorité», explique à l'AFP un membre du conseil central du TTP.

Des analystes estiment aussi que des commandants talibans ont voulu récupérer à leur avantage le départ vers la Syrie de dizaines de combattants pour gonfler l'image du TTP à l'étranger. «Ils veulent montrer qu'ils ont des liens étroits avec des organisations locales et internationales», estime Rahimullah Yusufzaï, spécialiste pakistanais des talibans. «Les talibans ont déjà leur base au Pakistan où ils luttent contre les forces de sécu-

rité et y sont confrontés à de nombreux problèmes», dit-il à l'AFP. Pour Saifullah Khan Mahsud, la consigne d'envoyer des combattants ne vient pas forcément du TTP, mais bien plutôt d'Al-Qaïda. «C'est Al-Qaïda qui a pris l'initiative et puisque le TTP a fait allégeance à Al-Qaïda, il n'est pas surprenant que certains de ses hommes se rendent en Syrie», pour rejoindre les rangs de l'Etat islamique en Irak et au Levant (EIL), émanation d'Al-Qaïda en Syrie avec le Front al-Nosra, deux groupes islamistes armés à couteaux tirés avec les rebelles plus «modérés» de l'Armée syrienne libre (ALS).

SYRIE

Le sort des enfants au cœur d'une visite à Damas d'une envoyée de l'ONU

La représentante de l'ONU pour les enfants et les conflits armés, arrivée lundi en Syrie, poursuivait hier sa visite alors que des raids d'une violence extrême ont fait 29 morts, dont six enfants, dans la région d'Idleb (nord-ouest), à nouveau frappée lundi.

D'autre part, les Etats-Unis ont pris la tête lundi d'un groupe de pays occidentaux exigeant des sanctions renforcées des Nations Unies contre l'Iran, qui fournit des armes à la Syrie et à son allié libanais du Hezbollah.

La région d'Idleb, frontalière de la Turquie, dans une zone échappant au contrôle du régime, a été de nouveau touchée lundi par des bombardements aériens qui ont fait sept morts, dont deux enfants.

L'envoyée de l'ONU Leila Zerrougui doit passer trois jours en Syrie, où plus de 100 000 personnes ont été tuées depuis le déclenchement, en mars 2011, d'une révolte populaire devenue insurrection armée face à la répression menée par le régime de Bachar al-Assad.

Elle doit rencontrer des membres du gouvernement, des représentants des Nations Unies et des ONG partenaires, dans le cadre d'une tournée qui la

conduira en Jordanie, en Irak, en Turquie et au Liban, pour évaluer la détresse des enfants syriens touchés par le conflit.

Les combats et les bombardements ont coûté la vie à 15 000 enfants depuis le début des violences, selon un responsable de la Chaîne de l'espoir, une ONG spécialisée dans les soins aux enfants démunis.

En juin, le bureau de M^{me} Zerrougui avait annoncé avoir reçu «des rapports vérifiés sur le fait que des enfants syriens sont tués ou blessés dans des bombardements aveugles, sont la cible de tireurs embusqués ou sont utilisés comme boucliers humains».

Le rapport dénonçait aussi le fait que des groupes armés utilisent des garçons de 10 ans comme combattants ou porteurs, et assurait que le régime de Damas avait commis des abus sexuels sur de jeunes garçons pour obtenir des informations ou leur tirer une confession forcée.

Lundi, deux enfants de deux et quatre ans ont encore péri dans des raids aériens sur le village de Tall Mardikh, dans la région d'Idleb, qui ont fait au total sept morts dont deux femmes, a rapporté l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).

La veille, en fin de journée, 29 personnes, dont six enfants, avaient déjà été tuées dans des bombardements d'une extrême violence dans cette région tenue en grande partie par les rebelles.

Le village de Maghara avait été le plus touché, avec 13 personnes tuées, selon l'OSDH, qui s'appuie sur un large réseau de militants, médecins et militaires à travers le pays.

Des vidéos de l'attaque de Maghara, mises en ligne par des militants, montrent des images de destruction et de morts. Un militant y dénonce «un massacre» tandis que des habitants tentent de secourir des proches ensevelis sous les décombres.

Des villageois déposent dans un camion un vieillard couvert de poussière et le ventre ouvert, et d'autres tentent d'éteindre des incendies avec des seaux d'eau.

A Damas, trois civils et 15

rebelles ont par ailleurs été tués dimanche dans l'offensive de l'armée à Qaboun, un quartier de l'est de la capitale, où des centaines de familles étaient bloquées, selon l'OSDH.

«L'armée a souligné que les opérations à Qaboun ouvraient la voie au nettoyage du quartier des hommes armés, qui ont perdu la plupart de leurs positions», a affirmé lundi le quotidien *al-Watan*, proche du régime, en allusion aux rebelles.

Dans un communiqué, la Coalition de l'opposition syrienne a appelé l'ONU et la Ligue arabe à agir pour permettre «l'ouverture de corridors humanitaires afin d'évacuer les femmes, les enfants et les blessés de Qaboun».

Dans le même temps, dans le nord du Liban voisin, 30 blessés syriens ont été expulsés «par la force» d'un hôpital, ont affirmé des militants, qui ont indiqué que 80% d'entre eux souffraient de graves fractures.

Les blessés ont attendu sur un trottoir pendant près de deux heures avant que des ambulances de la Croix-Rouge ne les emmènent vers un autre hôpital.

Selon un employé de l'établissement, un défaut de paiement était à l'origine de l'incident.

Par ailleurs, l'université syrienne d'Alep a retiré le doctorat honoris causa qu'elle avait décerné en 2009 au Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan en raison de son soutien aux rebelles syriens et de la «répression» des manifestants turcs, selon les médias officiels.

L'agence officielle Sana a annoncé que le doctorat de M. Erdogan lui était retiré à cause des «complots qu'il a tramés contre le peuple syrien» et en raison de la violence «arbitraire» utilisée contre des manifestants en Turquie.

Le doyen de l'université d'Alep, Khodeir Orfaly, cité par Sana, a décrit cette décision comme «un message de solidarité au peuple amical de Turquie, qui rejette la politique hostile d'Erdogan».

Les relations entre la Syrie et la Turquie, anciens alliés qui ont une longue frontière en commun, se sont détériorées depuis le début, en mars 2011, du soulèvement contre le régime du président Bachar Al-Assad.